

L'ACTION

s é v r i e n n e



N° 290 Septembre-Octobre 2008 2 €

FACE AUX MARCHÉS, LA RÉGULATION PLUS QUE JAMAIS NÉCESSAIRE

EDITO

Mis à part quelques libéraux fanatiques pour qui c'est l'occasion d'un grand ménage, tout le monde est aujourd'hui d'accord pour dire que l'intervention publique est nécessaire pour limiter les dégâts du tsunami financier parti des États-Unis. Aux États-Unis le plan Paulson a ainsi été adopté par le Congrès tandis que le Président de la République française tente tant bien que mal de coordonner la réponse européenne à la menace de faillite des banques et d'une récession généralisée des économies.

Au contraire des libéraux, les socialistes pensent que l'intervention publique doit être permanente et s'appliquer à l'ensemble des marchés et pas seulement aux marchés financiers. Comme l'expliquait récemment Dominique Strauss-Kahn, président du FMI : « pour faire face au séisme financier et traiter ses causes, les mesures au coup par coup ne suffisent plus ». A court terme, il faut certes garantir la liquidité des banques et racheter leurs actifs dévalorisés. DSK propose à ce sujet une solution originale, d'échange de titres hypothécaires contre des obligations d'État, de manière à obliger les banques et non les contribuables à supporter les risques de long terme pour les finances publiques. Au-delà, un effort massif de la puissance publique sera nécessaire pour recapitaliser les banques et les institutions financières. Mais, plus fondamentalement, la question est celle de la régulation. La réglementation actuelle a échoué à éviter des prises de risque excessives par le système financier. Il est donc indispensable d'améliorer les règles prudentielles existantes, de repenser le rôle des agences de notation, d'exiger des organismes financiers une plus grande transparence de leurs comptes et de lutter contre les paradis fiscaux. Cela ne pourra se faire que par une action coordonnée au niveau international, pour obliger tous les États à mettre en place de telles règles.

La crise actuelle montre que les marchés ne peuvent pas se réguler eux-mêmes quand la confiance disparaît. L'intervention de la puissance publique est donc nécessaire à tous les niveaux, international, national mais aussi local pour réguler à long terme la production, investir dans la santé, l'éducation, la recherche et l'innovation et permettre un modèle de développement conciliant croissance, développement durable et justice sociale.

Nicolas Sarkozy a justifié dans son discours de Toulon l'intervention de l'État pour rassurer l'opinion face à la plus grave crise financière que le monde ait connue depuis 1929. C'est le retour de l'État-providence... mais pour les banques seulement. Car le Président de la République, qui n'est pas à une contradiction près, a annoncé pendant le même discours la poursuite de sa politique de réduction des moyens pour l'école et les services publics en général.

Les socialistes n'ont, quant à eux, pas attendu la crise pour affirmer la nécessité de réguler l'économie de marché tout entière et pas seulement les marchés financiers. C'est à l'État de fixer les règles du jeu si l'on ne veut pas que la libre entreprise et la concurrence se transforment en loi de la jungle. Il appartient également à l'État de garantir les droits sociaux et d'assurer l'égalité réelle des chances, mais aussi de défendre les services publics, patrimoine de ceux qui n'en ont pas. La puissance publique est souvent la seule à pouvoir assurer durablement égalité d'accès, péréquation tarifaire, continuité du service et investissements stratégiques à long terme, bref garantir l'intérêt général.

Aveuglés par leur idéologie, les conservateurs et les libéraux ne veulent rien entendre et préfèrent continuer à reléguer l'État dans ses fonctions régaliennes, quitte à l'appeler au secours quand il y a le feu.



A lire

p.2 Concertation préalable pour la RD 7
p.2 Passerelle Sèvres — Ile Seguin
p.3 Des ponts pas des murs

p.3 Quand les médias parlent d'Europe
p.3 La rentrée scolaire
P.4 Sarkozy, recordman de l'impopularité

CONCERTATION PRÉALABLE POUR LA VALLÉE RIVE GAUCHE (RD7)

Le projet d'aménagement vallée rive gauche, le long de la Seine entre le Pont de Sèvres et le périphérique suit un parcours rocambolesque. La concertation interrompue en juillet 2007 par Patrick Devedjian pour faire passer en force un projet de deux fois deux voies, avait été attaquée par les associations opposées à ce projet.



La relance de cette concertation, organisée du 15 septembre au 15 décembre est donc une bonne nouvelle : le projet lie aménagement routier et aménagement des berges avec des espaces verts et des pro-

menades le long du fleuve. Trois alternatives de voirie sont maintenant proposées : la solution 3, proche de la solution proposée par le collectif Environnement 92 est soutenue par les élus socialistes de Sèvres. Cet aménagement concerne toute la rue Troyon à Sèvres.

Cette solution 3 à deux fois une voie et demie de circulation minimise les emprises nécessaires à la

voirie et permet la création de pistes cyclables protégées le long de la route ; de plus elle fluidifie le trafic, comme le prouve l'expérience en cours au carrefour Vaugirard. Les intersections aménagées en carrefours giratoires facilitent l'écoulement du trafic alors

que les feux rouges prévus dans les autres solutions accentuent les bouchons aux heures de pointe.

On peut prendre connaissance du projet au SEL sur les panneaux mis en place par la Mairie. Pour une

information plus complète, consultez le site mis en place par le Conseil Général :

www.vallee-rive-gauche.fr

Donnez votre avis dans le registre d'enquête au SEL.

Comme nous, soutenez la solution numéro 3 : une voie et demie de circulation avec des carrefours giratoires.



PASSERELLE SÈVRES — ÎLE SEGUIN

Quand on projette de jeter un pont ou une passerelle au-dessus d'un fleuve, la moindre des choses est de savoir ce qu'il y a ou ce que l'on veut en faire à chaque bout. Or dans l'enquête publique (jusqu'au 24 octobre inclus, en mairie), l'extrémité de la passerelle côté Sèvres n'aboutit sur aucune infrastructure, et ne dessert rien ; de l'autre côté, sur l'Île Seguin on débouche sur... un point d'interrogation !!! Car le projet d'aménagement de cette île, ballotté entre les desiderata contradic-

toires des caciques de l'UMP alto-séquanaise reste, après plus d'une décennie de laborieuses réflexions, un bien grand mystère. Le scandale ne s'arrête malheureusement pas là. Il y a dans cette consultation tromperie du public sur le coût de l'équipement : 8,8 millions d'euros annoncés dans le document de présentation du projet ; la réalité est toute autre, car les premiers appels d'offres lancés ont fait apparaître des montants deux fois plus élevés. Pourquoi nous ment-on ? De toute évidence, il y a urgence à revoir la copie de ce projet.

DES PONTS PAS DES MURS

C'est le moment de se mobiliser contre la politique d'immigration, qui veut transformer l'Europe en forteresse. Les 17 et 18 octobre, de très nombreuses organisations civiles du Nord et du Sud proposent un « Sommet citoyen sur les migrations ». Le 17, 2e Conférence non gouvernementale euro-africaine ; le 18, marche de la Place de la Bastille (13h30) à la Place de la République, concert de 16h à 22h. Cf. www.despontspasdesmurs.org

On ne le dit guère dans les médias. Depuis octobre 2007, à Toulouse, Place du Capitole, de très nombreuses personnes forment un « cercle de silence » autour de 12 franciscains, une fois par mois pendant une heure. Sur des panneaux, les franciscains initiateurs s'expliquent : « Nous dénonçons d'une part l'enfermement de personnes pour le seul fait d'être entrées en France pour vivre mieux ou sauver leur vie.



D'autre part, nous tenons à manifester notre inquiétude devant les conditions de détention elles-mêmes ». Ils qualifient le centre proche de Toulouse, où des enfants sont

enfermés, de « véritable camp retranché ». Il existe maintenant des cercles identiques dans plus de 60 villes de France. A Paris, Place du Palais royal, devant le Conseil d'État, le 3e vendredi du mois, de 18h30 à 19h30. On peut lire sur son site le communiqué de presse de la Cimade du 25 septembre : les droits des étrangers en rétention risquent d'être encore réduits par un nouveau décret. Pour en savoir plus allez sur le site de la Cimade : www.cimade.org

Enfin, n'oublions pas ceux qui meurent en cours de route, entassés dans des barques pourries par des passeurs sans scrupule.

QUAND LES MÉDIAS PARLENT D'EUROPE

Sèvres accueillait deux journalistes, Catherine Verger (ex Zoom Europa, Arte) et Baudoin Bollaert (ex Figaro), pour un débat autour d'interviews de Jean Quatremer (Libération), Quentin Dickinson (Radio-France), Thomas Ferenczi (Le Monde), Hugues Baudouin (LCI), et Henri Vernet (Le Parisien).

Le Mouvement européen et Sèvres-Europe ont permis aux participants de passer dans les coulisses des journaux qui relaient l'information européenne et de mieux comprendre le métier des journalistes correspondants à Bruxelles. Le débat animé, a montré les attentes fortes des participants pour une information européenne mieux relayée



dans les médias français.

Site : www.sevres-europe.net

RENTREE SCOLAIRE

A Sèvres, alors que la subvention à l'école Jeanne d'Arc a été augmentée de 7,5 %, deux classes de plus ont été fermées à cette rentrée et pourtant les effectifs scolaires sont restés stables. C'est une conséquence directe

de la politique désastreuse de réduction des postes dans l'Éducation Nationale voulue par Sarkozy et soutenue par le maire. L'échec scolaire risque de progresser. Les heures de soutien seront organisées sur le temps de midi ; les

élèves ayant des difficultés de concentration devront affronter des journées encore plus chargées.

De son côté, le maire s'est empressé de mettre en place le dispositif anti grève.

SARKOZY, RECORDMAN DE L'IMPOPULARITÉ

Etonnant, le parcours de notre Président ! Résolu à bousculer le style présidentiel, Nicolas Sarkozy a démarré en trombe en annonçant une « retraite dans un monastère » transformée sans préavis en séjour sur bateau de luxe aux frais de l'ami Vincent Bolloré.

Médusés, les citoyens et citoyennes ont admiré les lunettes Rayban, les montres Rolex et les stylos Mont-Blanc d'un Président lui-même fasciné par les ultra-riches et leurs fastes.

Ensuite, Nicolas a mis au travail son gouvernement, non pas au pas de charge, mais au rythme du jogging et de la saine sueur d'été. Au fait, nous n'avons plus admiré les mollets de Nicolas l'été dernier. Est-il passé du jogging au yoga ?

Car les philosophies orientales peuvent peut-être aider Sarko à faire le bilan du tourbillon des mille chantiers qu'il a engagés en hâte... sans atteindre, et de loin, ses objectifs. Ceci a amené les citoyens à lui décerner le titre de champion de l'impopularité présidentielle après un an de mandat (selon un sondage IFOP d'avril 2008, 65% des sondés estimaient que Sarkozy n'avait pas tenu les engagements de sa campagne présidentielle).

Petit rappel de quelques points douloureux :

- Le « président du pouvoir d'achat » doit constater aujourd'hui que ledit pouvoir a baissé de manière continue... sauf le sien, qu'il a triplé !
- Le point de croissance à arracher à tout prix (et avec les dents !) ... croissance molle annoncée en mai, récession constatée en septembre... de quoi donner à Sarko une rage de dents !

■ La réduction de la dette publique promise à l'Europe... elle est remise aux calendes grecques !

■ Le déficit de la sécurité sociale : il persiste, il dure, et pourtant les Français ont été mis à contribution, avec la franchise médicale, la hausse du forfait hospitalier, le déremboursement des médicaments !

■ Le « plan Marshall pour les banlieues »... passé à la trappe tout simplement. Fadela Amara a bien du mérite (?) à rester dans ce gouvernement.

La liste est longue, le sujet est inépuisable, nous manquons ici de place pour parler de tout (le chômage à la hausse, les projets abjects d'analyse ADN pour les immigrants, le sort indigne fait aux sans-papiers, le fichier EDVIGE, etc...). Les Français ont pris note et ont sanctionné la politique du gouvernement lors des dernières élections municipales.

Néanmoins, nous avons rencontré des citoyens très satisfaits du Président : ceux qui souffrent du poids de leur richesse et sont assujettis à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Ils ont vu le bouclier fiscal s'élargir (passant d'une imposition maximum de 60% des revenus à 50%), d'un abattement de 30% au lieu de 20% sur la résidence principale, de réductions liées à des investissements dans les PME... bref tout va bien pour eux.

Dans la mer des échecs et réformes injustes de Nicolas Sarkozy, nous avons discerné un îlot de succès : le revenu de solidarité active (RSA). La ténacité de Martin Hirsch a fait aboutir cette mesure importante pour les plus fragiles de notre société.

Mais ne l'oublions pas, Nicolas Sarkozy privilégie avant tout les nantis et fait le service minimum pour les plus démunis.



REJOIGNEZ LE PARTI SOCIALISTE SECTION DE SÈVRES - VILLE D'AVRAY

Contact: Jacques Blandin, secrétaire de Section, 01 45 34 60 31

Local de section : 2 rue Lecointre - 92310 Sèvres

Pour soutenir l'action du PS: chèque à l'ordre de AFPS 92

Abonnement à *L'Action sévrienne* : par chèque (20 euros - 9 numéros - 1an)

à adresser à Pierrette Lafue, 11 place d'Orion, 92360 Meudon la Forêt

Email: actionsevrienne@free.fr

Site web: partisocialiste-sevres.org

L'ACTION SÉVRIENNE

Journal socialiste de Sèvres

Directeur de la publication

Patrick Pétour

CPPP 10091

Comité de rédaction

Jacques Blandin

Catherine Cyrot

Patrick Pétour

Alain Gavignet

Pierrette Lafue

Geneviève Maquart